ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juin 2015

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS À DES FINS D'EXPLOITATION
SEXUELLE, CONTRE LE PROXÉNÉTISME ET POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES
PERSONNES PROSTITUÉES - (N° 2832)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 28

présenté par
M. de Courson

ARTICLE 16

À l'alinéa 7, substituer au mot :

« trois »

le mot :

« quinze ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La proposition de loi fait de l'incrimination du recours à la prostitution d'une personne mineure ou particulièrement vulnérable une circonstance aggravante de la contravention de base de recours à la prostitution, punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Cet amendement vise à faire de cette circonstance aggravante un crime, puni de quinze ans d'emprisonnement.